

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
Service Comptable de l'État



## Situation Mensuelle de l'Etat

Septembre 2010



<b>Notes méthodologiques et glossaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Commentaires .....</b>	<b>4</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice .....</b>	<b>6</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire en gestion .....</b>	<b>7</b>
<b>Dépenses par Titres et Catégories .....</b>	<b>8</b>
<b>Dépenses par Missions et par Programmes.....</b>	<b>9</b>
<b>Recettes du budget général .....</b>	<b>13</b>
Recettes fiscales .....	13
Recettes non fiscales .....	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours .....	17
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes .....</b>	<b>18</b>
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....</b>	<b>19</b>
<b>Tableau des Flux de Trésorerie .....</b>	<b>20</b>
<b>Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées .....</b>	<b>22</b>
<b>Dettes financières de l'Etat .....</b>	<b>23</b>

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier N jusqu'à la fin du mois M. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.

Les chiffres « exécutés » 2009 correspondent aux données publiées à l'époque.

Les chiffres « retraités » 2009 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées aux Lois de finances 2010.

### Autorisation d'engagement

Limite supérieure des dépenses pouvant être engagées.

### Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Les crédits de paiements présentés dans le tableau des dépenses budgétaires par titres et catégories ne sont pas détaillés par titres à l'exception du titre II (dépenses de personnel), en raison du niveau de répartition des crédits prévu par l'article 44 de la LOLF.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

### Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

### Période complémentaire

Opérations se rattachant au budget N exécutées au cours de la période allant du 01/01/N+1 au 20/01/N+1.

### Titre

Dans le cadre de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001, les charges budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le résultat ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

### Catégorie

La catégorie est une décomposition du titre. Elle identifie une typologie de dépenses relevant du titre.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et de la communauté européenne.

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception de deux comptes particuliers dotés de crédits évaluatifs.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Tableau des flux de trésorerie (TFT)

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

### Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### R & D

Remboursements et Dégrevements

### FMI

Fonds Monétaire International

**Au 30 Septembre 2010, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -124 166 millions €**

En septembre 2009, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 126 276 millions €.

**Dépenses brutes du budget général : 304 273 millions €**

➤ *Une évolution marquée par les investissements d'avenir du Grand Emprunt*

Fin septembre, à périmètre constant, les dépenses brutes du budget général s'élèvent à 304 273 millions € contre 297 294 millions € en 2009.

Cet écart (6 979 millions €) s'explique par une baisse des dépenses d'intervention de 12 854 millions €, imputable essentiellement à une forte diminution de 17 856 millions € des remboursements et dégrèvements et à une diminution des dépenses d'investissement de 3 067 millions €. Ces baisses sont compensées par une augmentation des dépenses d'opérations financières de 18 765 millions € consécutives essentiellement au **Grand emprunt** et une hausse des dépenses de charges de la dette et de personnel de respectivement 2 216 millions € et 2 154 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors Remboursements et Dégrèvements et dépenses de personnel)*

○ *Au titre du Grand Emprunt*

- Mission **Recherche et Enseignement supérieur** : dotations en fonds propres au profit de l'Agence nationale de la recherche et du Commissariat à l'énergie atomique pour respectivement 7 700 millions € et 652 millions €, ainsi que 50 millions € au profit des pôles d'excellence ;
- Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1 350 millions € au profit de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

○ *Autres dépenses*

- Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2 148 millions € dont 1 971 millions € au titre de l'allocation adultes handicapés ;
- Mission **Ville et Logement** : versements à la CAF de 1 232 millions € correspondant à l'aide personnelle d'accès au logement ;
- Mission **Outre-Mer** : 347 millions € au titre d'exonérations de cotisations sociales destinées à soutenir l'emploi d'Outre Mer.

**Recettes brutes du budget général : 198 523 millions €**

➤ *Recettes fiscales : 260 412 millions €*

○ *Une progression essentiellement imputable à l'encaissement pour la première année de la Cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)*

Fin septembre à périmètre constant, les recettes fiscales brutes s'établissent à 260 412 millions € (contre 245 725 millions € en 2009). Cet écart s'explique notamment par la comptabilisation en 2010 de la CFE et de la CVAE découlant de la réforme de la taxe professionnelle pour un montant total de 13 193 millions €.

Les recettes brutes de TVA (**126 634 millions €**), d'IR (**46 512 millions €**), d'IS (**37 566 millions €**) et de TIPP (**10 622 millions €**) sont globalement stables par rapport à 2009.

○ *Les principales recettes du mois*

- Encaissements d'IR de 11 070 millions € (principalement au titre du solde)
- **3<sup>ème</sup> acompte d'IS** pour 8 728 millions €
- **2<sup>ème</sup> acompte de CVAE** pour 5 204 millions €
- Le montant des recettes de **TVA** du mois de septembre s'élève à 12 758 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 13 364 millions €*

- Une hausse des recettes non fiscales notamment due à un reversement exceptionnel de France Telecom

Les recettes non fiscales s'élèvent à 13 364 millions € contre 11 060 millions € l'an passé à périmètre constant. Cet écart s'explique notamment par la progression des recettes des produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières (899 millions €), des prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des Dépôts et Consignations (742 millions €) et le reversement par France Telecom d'aides d'Etat indues de 1 017 millions €. A l'inverse, cet écart est partiellement compensé par la diminution en 2010 des recettes perçues en contrepartie des garanties accordées par l'Etat aux banques (- 1 126 millions €).

- Les principales recettes non fiscales du mois

On constate notamment des encaissements de produits des participations de l'Etat dans France Telecom pour 214 millions € et le reversement de 500 millions € par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.

**Soldes des Comptes Spéciaux (hors FMI) : -18 416 millions €**

- L'évolution des soldes des CS (hors FMI et hors comptes d'avances aux collectivités locales) résulte de mesures exceptionnelles de 2010

Les comptes spéciaux présentent (à périmètre constant) un solde cumulé hors FMI de - 18 416 millions € contre - 7 381 millions € en 2009.

La variation du solde des comptes spéciaux de - 11 035 millions € est partiellement due, hors compte d'avances aux collectivités territoriales à la comptabilisation des prêts octroyés à la Grèce pour 4 427 millions €, à la dotation en capital à l'Agence nationale de la recherche pour 3 687 millions € et à la dégradation du solde du CAS Pensions de 1 981 millions €.

A l'inverse, le solde du compte de Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés s'améliore de 7 271 millions € en raison de la comptabilisation exceptionnelle en 2009 des prêts octroyés au secteur automobile.

- Les principales évolutions du mois

Le remboursement des prêts octroyés au secteur automobile à hauteur de 2 000 millions € et le second prêt accordé à la Grèce pour 1 117 millions € sont les faits marquants du mois.

### Situation de la Trésorerie de l'Etat au 30 septembre

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin septembre présente un solde créditeur de 55 026 millions €, soit un encaissement net de 4 947 millions €.

Les principaux encaissements de la période écoulée sont constitués par des impôts et taxes (TVA, IR, IS essentiellement) à hauteur de 40 396 millions €, ainsi que par des opérations nettes d'emprunts de 6 127 millions €.

Les principaux flux de décaissement concernent des dépenses d'intervention (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment) et de personnel pour respectivement 16 903 millions et 10 058 millions €, ainsi que des acquisitions d'immobilisations financières pour 10 693 millions € correspondant essentiellement à des opérations du Grand Emprunt.

Par ailleurs, l'augmentation du solde des correspondants (+10 224 millions €) est essentiellement la conséquence de l'obligation de dépôt au Trésor des sommes versées aux établissements publics nationaux dans le cadre des investissements d'avenir.

### Dette financière au 30 septembre : 1 229 225 millions €

L'encours de la dette financière au 30 septembre s'établit à 1 229 225 millions €. Les principales variations au cours du mois de septembre concernent une hausse du solde des OAT pour 10 099 millions € et une baisse des soldes des BTAN et BTF pour respectivement 4 588 millions € et 277 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2010	2009 retraité	2009 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

**I. BUDGET GENERAL****GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 017	1 017	1 017
Dépenses de personnel	88 480	86 326	89 273
Dépenses de fonctionnement	32 331	32 566	29 323
Charges de la dette de l'Etat	26 364	24 148	24 148
Dépenses d'investissement	7 355	10 422	10 422
Dépenses d'intervention	129 623	142 477	142 020
Dépenses d'opérations financières	19 103	338	338
<b>Total des Dépenses</b>	<b>304 273</b>	<b>297 294</b>	<b>296 541</b>
<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>232 734</b>	<b>207 899</b>	<b>207 146</b>
Recettes fiscales	260 412	245 725	246 172
Recettes non fiscales	13 364	11 060	11 324
Prélèvements sur recettes	-77 406	-79 945	-56 760
Fonds de concours	2 153	1 560	1 560
<b>Total des Recettes</b>	<b>198 523</b>	<b>178 400</b>	<b>202 296</b>
<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>126 984</b>	<b>89 005</b>	<b>112 901</b>
<b>SOLDE GESTION N</b>	<b>-105 750</b>	<b>-118 894</b>	<b>-94 245</b>
<b>GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**II. COMPTES SPECIAUX****GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	-3 223	2 277	2 277
Comptes de concours financiers	-15 246	-9 579	-33 551
Comptes de commerce	8	-117	-117
Comptes d'opérations monétaires	374	188	188
<b>SOLDE CS GESTION N</b>	<b>-18 087</b>	<b>-7 231</b>	<b>-31 203</b>
<b>SOLDE CS GESTION (hors FMI)</b>	<b>-18 416</b>	<b>-7 381</b>	<b>-31 353</b>
<b>GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE CS GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année</b>	<b>-123 837</b>	<b>-126 126</b>	<b>-125 448</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)</b>	<b>-124 166</b>	<b>-126 276</b>	<b>-125 598</b>

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2010	2009 retraité	2009 exécuté
---	------	---------------	--------------

**I. BUDGET GENERAL**

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

Dépenses	5 546	2 228	2 228
Recettes	1 473	1 037	1 037

**SOLDE BUDGET N-1**

	<b>-4 073</b>	<b>-1 191</b>	<b>-1 191</b>
--	---------------	---------------	---------------

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :

Dotations des pouvoirs publics	1 017	1 017	1 017
Dépenses de personnel	88 480	86 326	89 273
Dépenses de fonctionnement	32 331	32 566	29 323
Charges de la dette de l'Etat	26 364	24 148	24 148
Dépenses d'investissement	7 355	10 422	10 422
Dépenses d'intervention	129 623	142 477	142 020
Dépenses d'opérations financières	19 103	338	338

**Total des Dépenses**

	<b>304 273</b>	<b>297 294</b>	<b>296 541</b>
--	----------------	----------------	----------------

**Total des Dépenses (hors R et D)**

	<b>232 734</b>	<b>207 899</b>	<b>207 146</b>
--	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	260 412	245 725	246 172
Recettes non fiscales	13 364	11 060	11 324
Prélèvements sur recettes	-77 406	-79 945	-56 760
Fonds de concours	2 153	1 560	1 560

**Total des Recettes**

	<b>198 523</b>	<b>178 400</b>	<b>202 296</b>
--	----------------	----------------	----------------

**Total des Recettes (hors R et D)**

	<b>126 984</b>	<b>89 005</b>	<b>112 901</b>
--	----------------	---------------	----------------

**SOLDE BUDGET N**

	<b>-105 750</b>	<b>-118 894</b>	<b>-94 245</b>
--	-----------------	-----------------	----------------

**II. COMPTES SPECIAUX**

BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :

	7 426	8 523	8 523
--	-------	-------	-------

**SOLDE CS BUDGET N-1**

	<b>7 426</b>	<b>8 523</b>	<b>8 523</b>
--	--------------	--------------	--------------

**SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)**

	<b>7 166</b>	<b>8 234</b>	<b>8 234</b>
--	--------------	--------------	--------------

BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :

Comptes d'affectation spéciale	-3 223	2 277	2 277
Comptes de concours financiers	-15 246	-9 579	-33 551
Comptes de commerce	8	-117	-117
Comptes d'opérations monétaires	374	188	188

**SOLDE CS BUDGET N**

	<b>-18 087</b>	<b>-7 231</b>	<b>-31 203</b>
--	----------------	---------------	----------------

**SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)**

	<b>-18 416</b>	<b>-7 381</b>	<b>-31 353</b>
--	----------------	---------------	----------------

**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année**

	<b>-120 484</b>	<b>-118 794</b>	<b>-118 116</b>
--	-----------------	-----------------	-----------------

**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)**

	<b>-121 073</b>	<b>-119 233</b>	<b>-118 555</b>
--	-----------------	-----------------	-----------------

# DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>TITRE 2</b>				
<b>Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>				
Rémunérations d'activité		52 968	51 690	53 432
Cotisations et contributions sociales		34 744	33 901	35 094
Prestations sociales et allocations diverses		768	735	747
<b>TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>117 436</b>	<b>88 480</b>	<b>86 326</b>	<b>89 273</b>
<b>AUTRES TITRES</b>				
<b>Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS</b>				
		1 017	1 017	1 017
<b>Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		14 290	15 440	15 088
Subventions pour charges de service public		18 041	17 126	14 235
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>32 331</b>	<b>32 566</b>	<b>29 323</b>
<b>Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT</b>				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		26 364	24 148	24 148
<b>Total des charges de la dette de l'Etat</b>		<b>26 364</b>	<b>24 148</b>	<b>24 148</b>
<b>Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		6 423	9 086	9 086
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		932	1 336	1 336
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>7 355</b>	<b>10 422</b>	<b>10 422</b>
<b>Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION</b>				
Transferts aux ménages		31 615	32 744	32 686
Transferts aux entreprises		60 188	77 677	77 441
Transferts aux collectivités territoriales		17 866	16 841	16 841
Transferts aux autres collectivités		19 931	15 095	14 932
Appels en garantie		23	120	120
<b>Total des dépenses d'intervention</b>		<b>129 623</b>	<b>142 477</b>	<b>142 020</b>
<b>Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES</b>				
Prêts et avances		661	78	78
Dotations en fonds propres		18 442	260	260
Dépenses de participations financières		0	0	0
<b>Total des dépenses d'opérations financières</b>		<b>19 103</b>	<b>338</b>	<b>338</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES</b>	<b>300 302</b>	<b>215 793</b>	<b>210 968</b>	<b>207 268</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>417 738</b>	<b>304 273</b>	<b>297 294</b>	<b>296 541</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	71 539	89 395	89 395
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)</b>	<b>324 724</b>	<b>232 734</b>	<b>207 899</b>	<b>207 146</b>



Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>2 678</b>	<b>2 066</b>	<b>2 047</b>	<b>2 000</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 756	1 317	1 306	1 259
Rayonnement culturel et scientifique	593	501	495	495
Français à l'étranger et affaires consulaires	329	248	246	246
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 692</b>	<b>1 881</b>	<b>1 897</b>	<b>1 891</b>
Administration territoriale (1)	0	0	0	1 186
Administration territoriale	1 784	1 211	1 266	76
Vie politique, culturelle et associative	262	226	167	167
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	646	444	464	462
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>4 236</b>	<b>3 007</b>	<b>2 583</b>	<b>2 574</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 392	1 683	1 270	1 270
Forêt	420	323	278	278
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	585	422	438	437
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	839	579	597	589
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>3 575</b>	<b>2 658</b>	<b>2 601</b>	<b>2 445</b>
Aide économique et financière au développement	1 210	938	867	812
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 331	1 707	1 720	1 619
Développement solidaire et migrations	34	13	14	14
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3 416</b>	<b>2 857</b>	<b>2 996</b>	<b>2 995</b>
Liens entre la nation et son armée	139	99	111	111
Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3 181	2 689	2 807	2 806
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	96	69	78	78
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>583</b>	<b>403</b>	<b>384</b>	<b>381</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	324	223	210	208
Conseil économique, social et environnemental	38	38	27	27
Cour des comptes et autres juridictions financières	221	142	147	146
<b>CULTURE</b>	<b>2 988</b>	<b>2 066</b>	<b>1 997</b>	<b>1 993</b>
Patrimoines	1 294	829	798	798
Création	831	645	631	631
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	863	592	568	564
<b>DEFENSE</b>	<b>38 462</b>	<b>26 979</b>	<b>29 434</b>	<b>29 398</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 809	1 256	1 398	1 398
Préparation et emploi des forces	22 174	16 349	16 161	16 160
Soutien de la politique de la défense	2 847	1 666	1 425	1 390
Equiperment des forces	11 632	7 708	10 450	10 450
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>670</b>	<b>361</b>	<b>362</b>	<b>360</b>
Coordination du travail gouvernemental	584	306	274	272
Présidence française de l'Union européenne (1)	0	0	34	34
Protection des droits et libertés	86	55	54	54
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>15 380</b>	<b>9 570</b>	<b>7 605</b>	<b>7 375</b>
Infrastructures et services de transports	5 932	3 890	3 585	3 349
Sécurité et circulation routières	60	21	24	24
Sécurité et affaires maritimes	140	83	81	81
Météorologie	193	143	136	136
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	358	190	164	164
Information géographique et cartographique	74	54	56	56
Prévention des risques	331	161	126	126
Energie et après-mines	827	555	595	595

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (2)	3 865	2 873	2 838	2 844
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	1 600	1 600	-	-
Transport et urbanisme durables (3)	1 000	0	-	-
Véhicule du futur (3)	1 000	0	-	-
<b>ECONOMIE</b>	<b>8 658</b>	<b>2 435</b>	<b>1 346</b>	<b>1 339</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	1 182	741	812	810
Tourisme	59	41	46	47
Statistiques et études économiques	431	318	336	332
Stratégie économique et fiscale	346	135	152	150
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	2 140	1 200	-	-
Développement de l'économie numérique (3)	4 500	0	-	-
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>44 650</b>	<b>27 527</b>	<b>25 422</b>	<b>25 422</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	42 950	26 364	24 147	24 147
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	248	23	121	121
Epargne	1 254	1 140	1 154	1 154
Majoration de rentes	198	0	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>61 332</b>	<b>45 931</b>	<b>45 180</b>	<b>45 166</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	17 608	13 371	12 978	12 978
Enseignement scolaire public du second degré	29 038	21 789	21 499	21 499
Vie de l'élève	3 747	2 873	2 842	2 842
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 041	5 490	5 408	5 408
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 129	1 474	1 499	1 477
Enseignement technique agricole	1 269	920	954	962
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	500	14	-	-
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 775</b>	<b>8 466</b>	<b>8 456</b>	<b>8 339</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 440	6 342	6 290	6 192
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus	26	10	10	10
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	357	171	159	159
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	798	520	673	662
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	84	50	-	-
Facilitation et sécurisation des échanges	1 541	1 155	1 161	1 153
Fonction publique	220	135	132	132
Entretien des bâtiments de l'Etat	309	83	31	31
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>639</b>	<b>361</b>	<b>325</b>	<b>324</b>
Immigration et asile	551	323	291	290
Intégration et accès à la nationalité française	88	38	34	34
<b>JUSTICE</b>	<b>6 912</b>	<b>4 895</b>	<b>4 797</b>	<b>4 794</b>
Justice judiciaire	2 894	2 076	2 059	2 059
Administration pénitentiaire	2 695	1 832	1 741	1 741
Protection judiciaire de la jeunesse	776	550	568	566
Accès au droit et à la justice	295	251	240	240
Conduite et pilotage de la politique de la justice (2)	246	183	183	182
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (2)	6	3	6	6
<b>MEDIAS</b>	<b>1 133</b>	<b>486</b>	<b>373</b>	<b>373</b>
Presse	425	249	174	174
Soutien à l'expression radiophonique locale	29	15	15	15
Contribution au financement de l'audiovisuel	482	33	0	0
Action audiovisuelle extérieure	197	189	184	184

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 129</b>	<b>1 661</b>	<b>1 553</b>	<b>1 553</b>
Emploi outre-mer	1 319	1 160	1 077	1 077
Conditions de vie outre-mer	810	501	476	476
<b>PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE</b>	<b>3 616</b>	<b>1 843</b>	<b>3 868</b>	<b>3 868</b>
Programme exceptionnel d'investissement public	819	49	507	507
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi	2 228	1 462	1 810	1 810
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	569	332	1 551	1 551
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>422</b>	<b>145</b>	<b>303</b>	<b>303</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	345	132	249	249
Interventions territoriales de l'Etat	77	13	54	54
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>1 019</b>	<b>1 017</b>	<b>1 017</b>	<b>1 017</b>
Présidence de la République	113	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	327	322	322
La Chaîne parlementaire	31	31	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	5	5
Conseil constitutionnel	12	12	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	46	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>46 746</b>	<b>39 631</b>	<b>18 004</b>	<b>18 004</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 235	9 555	8 751	8 751
Vie étudiante	2 026	1 574	1 567	1 567
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 185	3 467	3 573	3 573
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 239	921	925	925
Recherche spatiale	1 290	1 103	1 104	1 104
Recherche dans le domaine des risques et des pollutions (1)	0	0	0	220
Recherche dans le domaine de l'énergie (1)	0	0	0	487
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	943	728	620	620
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (2)	1 276	850	932	225
Recherche duale (civile et militaire)	194	182	181	181
Recherche culturelle et culture scientifique	159	114	114	114
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	237	237	237
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	1 000	1 000	-	-
Projets thématiques d'excellence (3)	3 050	3 050	-	-
Pôles d'excellence (3)	15 350	14 350	-	-
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	1 500	1 500	-	-
Nucléaire de demain (3)	1 000	1 000	-	-
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>5 728</b>	<b>4 227</b>	<b>4 014</b>	<b>4 014</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 824	2 740	2 795	2 795
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	793	565	533	533
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 111	922	686	686
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 707</b>	<b>2 146</b>	<b>2 047</b>	<b>2 041</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	777	535	533	533
Concours financiers aux départements	495	391	402	402
Concours financiers aux régions	903	853	776	772
Concours spécifiques et administration	532	367	336	334

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2010		2009 retraité	2009 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>93 014</b>	<b>71 539</b>	<b>89 395</b>	<b>89 395</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	77 134	59 107	78 038	78 038
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 880	12 432	11 357	11 357
<b>SANTE</b>	<b>1 185</b>	<b>941</b>	<b>984</b>	<b>977</b>
Prévention et sécurité sanitaire	474	327	427	420
Offre de soins et qualité du système de soins	126	81	65	65
Protection maladie	585	533	492	492
<b>SECURITE</b>	<b>16 419</b>	<b>11 522</b>	<b>11 900</b>	<b>11 871</b>
Police nationale	8 766	6 468	6 486	6 472
Gendarmerie nationale	7 653	5 054	5 414	5 399
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>559</b>	<b>289</b>	<b>294</b>	<b>294</b>
Intervention des services opérationnels	288	146	159	159
Coordination des moyens de secours	271	143	135	135
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>12 332</b>	<b>10 108</b>	<b>9 679</b>	<b>9 616</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1 560	792	491	433
Actions en faveur des familles vulnérables	414	314	707	707
Handicap et dépendance	9 137	8 101	7 697	7 697
Egalité entre les hommes et les femmes	30	19	19	19
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 191	882	765	760
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>826</b>	<b>554</b>	<b>607</b>	<b>604</b>
Sport	255	183	171	171
Jeunesse et vie associative	187	93	116	116
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	384	278	320	317
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>12 730</b>	<b>9 527</b>	<b>9 362</b>	<b>9 353</b>
Accès et retour à l'emploi	6 391	5 897	4 829	4 829
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 914	2 995	3 901	3 901
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	76	42	61	61
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	849	593	571	562
Investissements dans la formation en alternance (3)	500	0	-	-
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>8 481</b>	<b>7 174</b>	<b>6 462</b>	<b>6 462</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 215	740	844	844
Aide à l'accès au logement	5 370	5 093	4 694	4 694
Développement et amélioration de l'offre de logement	706	279	305	305
Politique de la ville	690	562	619	619
Rénovation thermique des logements (3)	500	500	-	-
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>417 738</b>	<b>304 273</b>	<b>297 294</b>	<b>296 541</b>

(1) Programme supprimé en 2010

(2) Libellé de programme modifié en 2010

(3) Programme créé en 2010

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>11 - IMPOT SUR LE REVENU</b>				
Impôt sur le revenu	56 189	46 512	46 803	46 803
<b>12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES</b>				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (2)	8 422	2 646	3 750	2 914
<b>13 - IMPOT SUR LES SOCIETES</b>				
Impôt sur les sociétés	52 300	37 566	37 347	37 347
<b>14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES</b>				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	460	338	309	309
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 650	3 831	3 813	3 813
Préciput dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	1	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	26	21	21
Impôt de solidarité sur la fortune	3 847	4 061	3 485	3 485
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	166	164	164
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	109	93	94	94
Cotisation minimale de taxe professionnelle	617	599	642	642
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	10	12	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	25	13	14	14
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	36	37	28	28
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	595	601	595	595
Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010	0	131	36	36
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	10 121	10 347	-	-
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	4 667	2 846	-	-
Recettes diverses	388	209	174	174
<b>TOTAL (14)</b>	<b>25 560</b>	<b>23 310</b>	<b>9 385</b>	<b>9 385</b>
<b>15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS</b>				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	14 498	10 622	10 619	10 926
<b>16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE</b>				
Taxe sur la valeur ajoutée	172 960	126 634	125 501	125 286
<b>17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES</b>				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	260	258	221	221
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	158	122	110	110
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	260	265	196	196
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	620	588	436	436
Mutations à titre gratuit par décès	6 771	5 024	4 941	4 941

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Autres conventions et actes civils	340	258	252	252
Taxe de publicité foncière	263	231	215	215
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	2 791	2 352	2 296	2 296
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	135	82	133	133
Timbre unique	99	76	121	121
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	1	1
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	1 149
Autres taxes intérieures	253	257	241	241
Autres droits et recettes accessoires	4	5	3	3
Amendes et confiscations	50	34	37	37
Taxe générale sur les activités polluantes	193	137	137	137
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	41
Contribution carbone (1)	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	291	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	126	130	130
Autres droits et recettes à différents titres	4	239	21	21
Taxe sur les achats de viande	0	0	18	18
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	82	38	59	59
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	57	40	42	42
Taxe sur certaines dépenses de publicité	58	28	30	30
Taxe de l'aviation civile	70	52	55	55
Taxe sur les installations nucléaires de base	689	361	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	21	24	18	18
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux	1 807	1 367	1 368	1 368
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	743	572	612	612
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	726	306	507	507
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1 289	0	-	-
Autres taxes	157	280	121	121
<b>TOTAL (17)</b>	<b>18 365</b>	<b>13 122</b>	<b>12 321</b>	<b>13 511</b>
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES</b>	<b>348 294</b>	<b>260 412</b>	<b>245 725</b>	<b>246 172</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	71 539	89 395	89 395
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)</b>	<b>255 280</b>	<b>188 873</b>	<b>156 330</b>	<b>156 777</b>

(1) Ligne de recettes créée en 2010

(2) Ligne de recettes non fiscales 2009 transférée en recettes fiscales en 2010 (FAR)

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES</b>				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 577	3 064	2 165	1 945
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	400	510	59	59
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3 891	2 496	2 508	2 508
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>TOTAL (21)</b>	<b>6 868</b>	<b>6 070</b>	<b>4 732</b>	<b>4 512</b>
<b>22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT</b>				
Revenus du domaine public non militaire	260	167	172	172
Autres revenus du domaine public	65	34	39	39
Revenus du domaine privé	40	19	27	27
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	287	77	76	76
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	697	773	421
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	30	29	24	24
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	35	11	20	20
<b>TOTAL (22)</b>	<b>1 849</b>	<b>1 034</b>	<b>1 131</b>	<b>779</b>
<b>23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	337	288	259	259
Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis au profit des collectivités territoriales	-	0	0	836
Autres frais d'assiette et de recouvrement	518	440	296	296
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	82	64	67	67
Produits de la vente de divers biens	2	1	3	3
Produits de la vente de divers services	205	79	103	103
Autres recettes diverses	10	11	8	8
<b>TOTAL (23)</b>	<b>1 154</b>	<b>883</b>	<b>736</b>	<b>1 572</b>
<b>24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	140	128	71	71
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	4	2	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	25	8	10	10
Intérêts des autres prêts et avances	407	441	0	0
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	267	141	178	178
Autres avances remboursables sous conditions	7	3	9	9
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	9	8	8
<b>TOTAL (24)</b>	<b>886</b>	<b>732</b>	<b>276</b>	<b>276</b>

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES</b>				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	640	515	509	509
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	250	77	158	158
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	50	6	5	5
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	25	6	5	5
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	780	537	581	581
Frais de poursuite	120	75	70	70
Frais de justice et d'instance	12	1	2	2
Intérêts moratoires	3	0	0	0
Pénalités	6	1	1	1
<b>TOTAL (25)</b>	<b>1 886</b>	<b>1 218</b>	<b>1 331</b>	<b>1 331</b>
<b>26 - DIVERS</b>				
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	700	500	500	500
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	742	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	144	170	1 296	1 296
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	118	86	80	80
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	18	8	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	380	322	269	269
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	100	63	77	77
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienne	4	23	0	0
Frais d'inscription	8	6	6	6
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	7	6	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	1	2	2
Récupération d'indus	42	19	18	18
Recouvrements après admission en non-valeur	260	168	158	158
Divers versements des Communautés européennes	41	0	29	29
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	48	33	36	36
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	5	0	0	0
Soultte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	1 237	104	278	278
Produits divers	30	22	12	12
Autres produits divers	208	1 151	78	78
<b>TOTAL (26)</b>	<b>3 409</b>	<b>3 427</b>	<b>2 854</b>	<b>2 854</b>
<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES</b>	<b>16 052</b>	<b>13 364</b>	<b>11 060</b>	<b>11 324</b>



Unité : million d'€

Désignation des recettes	2010		2009	2009 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>				
<b>31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 090	-30 818	-30 634	-30 635
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	-640	-480	-450	-450
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-28	0	-27	-27
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-184	-138	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-586	-439	-479	-479
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la TVA	-6 228	-4 671	-4 391	-4 391
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 059	-1 544	-1 554	-1 431
Dotation élu local	-65	-49	-49	-49
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-30	-33	-33
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	-40	-30	-56	-56
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-375	-375	-375
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-245	-245	-245
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-496	-496	-496
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéficiaires non commerciaux	-282	-212	-225	-225
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	-203	-153	-162	-162
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	-15	-11	-7	-7
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-1 000	-132	-3 811	-3 811
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-31 798	-23 848	-23 849	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement (1)	-131	-98	-	-
<b>TOTAL (31)</b>	<b>-85 880</b>	<b>-63 771</b>	<b>-66 968</b>	<b>-42 997</b>
<b>32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 153	-13 635	-12 977	-13 763
<b>TOTAL (32)</b>	<b>-18 153</b>	<b>-13 635</b>	<b>-12 977</b>	<b>-13 763</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>	<b>-104 033</b>	<b>-77 406</b>	<b>-79 945</b>	<b>-56 760</b>
<b>FONDS DE CONCOURS</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		1 900	1 377	1 377
Fonds de concours - coopération internationale		253	183	183
<b>TOTAL DES FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 122</b>	<b>2 153</b>	<b>1 560</b>	<b>1 560</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>263 435</b>	<b>198 523</b>	<b>178 400</b>	<b>202 296</b>
Remboursements et dégrèvements	93 014	71 539	89 395	89 395
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)</b>	<b>170 421</b>	<b>126 984</b>	<b>89 005</b>	<b>112 901</b>

(1) Ligne créée en 2010

Unité : million d'€

Désignation	2010		2009 retraité		2009 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>						
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	114	212	100	212	100	212
Développement agricole et rural	99	100	99	105	99	105
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	327	395	610	488	610	488
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	4 500	981	677	848	677	848
Pensions	37 373	37 502	36 301	38 411	36 301	38 411
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>42 413</b>	<b>39 190</b>	<b>37 787</b>	<b>40 064</b>	<b>37 787</b>	<b>40 064</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	149	67	453	89	453	89
Avances à l'audiovisuel public	2 342	1 130	2 239	1 079	2 239	1 079
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	340	148	476	159	476	159
Avances aux collectivités territoriales	42 159	31 557	39 106	37 574	63 078	37 574
Prêts à des Etats étrangers	4 601	441	220	283	220	283
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 007	2 009	6 271	2	6 271	2
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>50 598</b>	<b>35 352</b>	<b>48 765</b>	<b>39 186</b>	<b>72 737</b>	<b>39 186</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	382	368	408	453	408	453
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	86	76	67	67	67	67
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 232	1 232	1 296	1 297	1 296	1 297
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	184	125	372	275	372	275
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	29 024	29 177	27 165	27 192	27 165	27 192
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	3	0	9	0	9	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	59	51	69	76	69	76
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	436	385	621	533	621	533
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	14	14	17	14	17	14
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>31 420</b>	<b>31 428</b>	<b>30 024</b>	<b>29 907</b>	<b>30 024</b>	<b>29 907</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>						
Emission des monnaies métalliques	111	164	144	192	144	192
Opérations avec le Fonds monétaire international	757	1 086	10 780	10 930	10 780	10 930
Pertes et bénéfices de change	19	11	34	24	34	24
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>887</b>	<b>1 261</b>	<b>10 958</b>	<b>11 146</b>	<b>10 958</b>	<b>11 146</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>125 318</b>	<b>107 231</b>	<b>127 534</b>	<b>120 303</b>	<b>151 506</b>	<b>120 303</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>124 561</b>	<b>106 145</b>	<b>116 754</b>	<b>109 373</b>	<b>140 726</b>	<b>109 373</b>

Unité : million d'€

Désignation	2010	2009 retraité	2009 exécuté
<b>COMPTES D'AFFECTION SPECIALE</b>			
Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route	98	112	112
Développement agricole et rural	1	6	6
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	68	-122	-122
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	0	0
Participations financières de l'Etat	-3 519	171	171
Pensions	129	2 110	2 110
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>-3 223</b>	<b>2 277</b>	<b>2 277</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-82	-364	-364
Avances à l'audiovisuel	-1 212	-1 160	-1 160
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-192	-317	-317
Avances aux collectivités territoriales	-10 602	-1 532	-25 504
Prêts à des Etats étrangers	-4 160	63	63
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	1 002	-6 269	-6 269
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>-15 246</b>	<b>-9 579</b>	<b>-33 551</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	-14	45	45
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	-10	0	0
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	1	1
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	-59	-97	-97
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	153	27	27
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	-3	-9	-9
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	-8	7	7
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-51	-88	-88
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	-3	-3
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>8</b>	<b>-117</b>	<b>-117</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>			
Emission des monnaies métalliques	53	48	48
Opérations avec le Fonds monétaire international	329	150	150
Pertes et bénéfices de change	-8	-10	-10
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>374</b>	<b>188</b>	<b>188</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>-18 087</b>	<b>-7 231</b>	<b>-31 203</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>-18 416</b>	<b>-7 381</b>	<b>-31 353</b>

Unité : million d'€

	Septembre		Cumul au 30 Septembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>Encaissements</b>	<b>46 270</b>	<b>40 176</b>	<b>298 385</b>	<b>295 006</b>	<b>1,15%</b>
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	130	129	759	1 038	-26,88%
	Autres recettes de fonctionnement	730	664	3 906	3 191	22,41%
	Impôts et taxes encaissés	40 396	34 634	252 761	238 522	5,97%
	Autres recettes régaliennes	409	453	3 774	3 762	0,32%
	Recettes d'intervention	143	411	2 123	6 777	-68,67%
	Intérêts et dividendes reçus	464	486	9 438	7 842	20,35%
	Autres encaissements	3 998	3 399	25 624	33 874	-24,35%
	<b>Décaissements</b>	<b>38 904</b>	<b>38 021</b>	<b>392 853</b>	<b>402 556</b>	<b>-2,41%</b>
	Dépenses de personnel	10 058	9 463	90 581	90 827	-0,27%
	Achats et prestations externes payés	1 712	1 597	12 148	12 725	-4,53%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	3 704	4 400	53 664	72 582	-26,06%
	Autres dépenses de fonctionnement	212	189	2 339	5 508	-57,53%
	Subventions pour charges de service public versées	505	446	18 401	14 273	28,92%
	Dépenses d'intervention	16 903	12 983	139 400	110 370	26,30%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	17	7	121	-94,21%
	Intérêts payés	880	1 426	26 711	26 785	-0,28%
	Autres décaissements	4 930	7 500	49 602	69 365	-28,49%
	<b>Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)</b>	<b>7 366</b>	<b>2 155</b>	<b>-94 468</b>	<b>-107 550</b>	<b>12,16%</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	<b>11 794</b>	<b>1 617</b>	<b>35 589</b>	<b>30 181</b>	<b>17,92%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	1 101	850	5 487	11 337	-51,60%
	Immobilisations financières	10 693	767	30 102	18 844	59,74%
	<b>Cessions d'immobilisations</b>	<b>2 416</b>	<b>1 300</b>	<b>12 474</b>	<b>19 463</b>	<b>-35,91%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	29	20	320	363	-11,85%
	Immobilisations financières	2 387	1 280	12 154	19 100	-36,37%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)</b>	<b>-9 378</b>	<b>-317</b>	<b>-23 115</b>	<b>-10 718</b>	<b>-115,67%</b>	

Unité : million d'€

	Septembre		Cumul au 30 Septembre 2010		Evolution	
	2010	2 009	2010	2 009	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>Emissions d'emprunt</b>	20 163	25 769	163 568	214 573	-23,77%
	OAT	11 758	11 623	103 816	80 865	28,38%
	BTAN	8 682	6 871	67 813	61 102	10,98%
	Solde des BTF	-277	7 275	-8 061	72 606	-111,10%
	<b>Remb. des emprunts (hors BTF)</b>	13 952	15 415	88 484	93 759	-5,63%
	<b>Dettes négociables</b>	13 952	15 415	85 351	93 347	-8,57%
	OAT	807	0	18 758	43 819	-57,19%
	BTAN	13 145	15 415	66 593	49 528	34,46%
	<b>Dettes non négociables</b>	0	0	3 133	412	660,44%
	<b>Flux liés aux instruments financiers à terme</b>	-84	-54	-49	143	-134,27%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)</b>	6 127	10 300	75 035	120 957	-37,97%	
<b>Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)</b>	832	394	8 838	124	7027,42%	
<b>VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)</b>	4 947	12 532	-33 710	2 813	-1298,36%	
<b>TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)</b>	-59 973	-30 728	-21 316	-21 009	-1,46%	
<b>TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)</b>	-55 026	-18 196	-55 026	-18 196	-202,41%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2010			2009		
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin septembre	Situation fin septembre	
<b>D F T</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	19	649	667	1	0	
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	119 607	119 107	511	10	
	Natixis banque	3	595	587	11	158	
	La Poste	2	24	25	1	2	
	Autres organismes à caractère financier	187	163 629	163 579	237	252	
	<b>CEPL</b>	Régions	935	32 912	33 328	519	341
		Départements	3 668	72 166	74 559	1 275	1 161
		Communes	15 299	86 294	87 772	13 821	13 423
		Hôpitaux	3 837	67 054	67 542	3 349	2 958
		HLM	192	9 338	9 386	144	138
		Autres CEPL	13 459	74 715	75 896	12 278	11 608
	<b>Etablissements publics nationaux</b>	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	5 080	125 040	103 246	26 874	4 544
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	735	24 136	18 086	6 785	633
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	491	18 043	18 298	236	127
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	738	6 012	6 171	579	497
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	13 108	4 525	5 958	11 675	12 631	
	<b>Communautés européennes</b>	1 284	18 640	17 736	2 188	1 255	
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	Fonds et Fondations	71	250	265	56	44
		GIP	230	1 544	1 582	192	202
		EPL	1 876	6 303	5 943	2 236	2 217
Autres correspondants		3 104	35 291	35 138	3 257	1 467	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		1	0	1	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		61	0	61	0	0	
<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	1 851	4 778	4 451	2 178	1 937		
<b>Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF</b>	0	0	0	0	0		
<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	492	5 773	2 813	3 452	565		
<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	4	0	4	0	0		
<b>Total Passif (I)</b>	<b>66 738</b>	<b>877 318</b>	<b>852 201</b>	<b>91 855</b>	<b>56 170</b>		
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1		
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	1	0	1	0	0		
<b>Total Actif (II)</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>		
<b>SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)</b>	<b>66 736</b>	<b>877 318</b>	<b>852 200</b>	<b>91 854</b>	<b>56 169</b>		

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes financières de l'Etat	Exercice 2010			Exercice 2009		
	Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin septembre	Situation fin septembre	
<b>Dettes négociables (I)</b>	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	718 847	101 623	20 754	799 716	715 572
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	215 018	66 591	66 478	215 131	208 869
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	214 120	335 194	343 255	206 059	220 104
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	<b>Total dette négociable (I)</b>	<b>1 147 985</b>	<b>503 408</b>	<b>430 487</b>	<b>1 220 906</b>	<b>1 144 545</b>
<b>Dettes non négociables (II)</b>	Titres non négociables	0	0	0	0	6
	Dettes exigibles :	249	411 147	411 149	247	255
	- OAT	0	13 887	13 887	0	0
	- BTAN	0	50 904	50 904	0	0
	- BTF	0	343 255	343 255	0	0
	- Autres titres non négociables	249	3 101	3 103	247	255
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
<b>Total dette non négociable (II)</b>	<b>249</b>	<b>411 147</b>	<b>411 149</b>	<b>247</b>	<b>261</b>	
<b>Autres emprunts (III)</b>	<b>Total autres emprunts (III)</b>	<b>10 422</b>	<b>751</b>	<b>3 101</b>	<b>8 072</b>	<b>11 335</b>
<b>TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)</b>	<b>1 158 656</b>	<b>915 306</b>	<b>844 737</b>	<b>1 229 225</b>	<b>1 156 141</b>	